

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Par  
Édouard DEPREUX

## LEUR

# “cohésion nationale”

NOTRE monarque, au cours de son voyage dans le Sud-Est, a fait des appels réitérés à la cohésion nationale. Il devrait pourtant savoir que les vœux pieux ne suffisent pas à la réaliser : le système, né à la suite du coup de force du 13 mai 1958, loin de la développer a largement contribué à l'affaiblir.

Sur le plan spirituel, la laïcité de l'école et de l'Etat en constituait le meilleur ciment : elle garantissait la paix religieuse dans la nécessaire et bienfaisante diversité des philosophies et des confessions. On y a porté une atteinte dont on n'a pas fini de constater la gravité.

Est-ce au nom de la cohésion nationale qu'on multiplie les saisies des journaux mal pensants, qu'on autorise l'insoumission permanente de généraux et colonels factieux ainsi que d'un maréchal de France, qu'on ajoute chaque jour à des lois scélérates des ordonnances super-scélérates ?

LE Second Empire n'empêchait pas un jeune et brillant avocat, Maître Gambetta, lors du procès Baudin, de mettre en cause — et en quels termes ! — le régime du 2 décembre qu'il défiait de célébrer son anniversaire, affirmant que « la conscience universelle » repousserait un tel défi.

La V<sup>e</sup> République est moins libérale : elle confond chaque jour davantage cohésion et totalitarisme.

Son incarnation la plus prestigieuse ose se targuer de « la prospérité », oubliant un petit détail : depuis son avènement, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres, ce qui, on en conviendra, institue une curieuse manière d'assurer la cohésion du pays. Les chiffres les plus officiels sont éloquentes. L'Institut National de Statistiques nous apprend que si le niveau de vie des entrepreneurs, industriels, commerçants, membres des professions libérales, s'est sensiblement accru de 1957 à 1960, le pouvoir d'achat des familles ouvrières et des modestes exploitants agricoles a diminué pendant la même période. Nous savions que le capitalisme fondé sur l'opposition des classes interdisait une cohésion parfaite. Nous savons désormais que la substitution à une démocratie imparfaite du pouvoir personnel aggrave encore l'injustice sociale.

LA guerre d'Algérie détériore le climat. Elle est injuste. Elle est cruelle. Elle est par surcroît inutile, puisque de l'aveu de ceux-là mêmes qui la poursuivent, la solution ne peut pas être militaire. Le prince qui nous gouverne et règne en même temps sur nous, en dépit des espérances qu'il a fait naître à deux reprises dans certains milieux, n'a pas su la terminer.

Elle devrait lui interdire de parler de cohésion nationale. Qu'y a-t-il de commun entre Audin et ses assassins ? Entre Salan et la République ? Entre les jeunes, plus que jamais décidés à faire la guerre à la guerre, qu'on prétend maintenant mobiliser à 18 ans, et les jusqu'aboutistes forcenés, jaloux des lauriers de leurs aînés qui nous ont conduits à Dien Bien Phu ?

La cohésion nationale se fera. Elle se fait peu à peu. Non pas au sein de la V<sup>e</sup> République. Mais contre elle.

P.S. — Cet article est écrit avant la Journée du 27 octobre.

Le P.S.U. a tout fait pour que, dans une unité sans exclusive, elle groupât l'unanimité des forces hostiles à la guerre d'Algérie. Il a regretté de n'être point suivi. Mais je suis persuadé que l'ampleur des manifestations aura démontré à nos maîtres provisoires la volonté des forces vives de la nation d'en terminer avec cette guerre. — Ce n'est qu'un début. — Réserves et réticences seront emportées par un grand élan populaire.

C'est alors, — mais alors seulement — que se dessinera une cohésion nationale qui trouvera plus tard sa pleine signification dans une République socialiste.



L'heure du départ et pour défendre quelle cause ?  
(Photo Yann Le Masson)

## LE BUREAU NATIONAL :

A la veille de la journée du 27 octobre, le P.S.U. salue la large union syndicale qui s'est réalisée dans tous les départements pour assurer le plein succès des manifestations organisées à l'appel de l'U.N.E.F. et des centrales syndicales.

Il est convaincu que l'ampleur de cette journée permettra d'en faire le point de départ d'un rassemblement encore plus large et plus puissant.

Il regrette l'attitude adoptée dès le début par le P.C.F. et la C.G.T. à l'égard d'une initiative qui a été seule capable, dans les circonstances actuelles, de réaliser le front syndical commun dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Les travailleurs jugeraient sévèrement l'attitude de ceux qui se déroberaient devant une manifestation parisienne unanime.

Dans la réussite de cette journée, le succès de la manifestation centrale à Paris a en effet une importance essentielle. La fermeté de la plupart des syndicats et organisations populaires a réussi à imposer au gouvernement de revenir sur l'interdiction de cette manifestation. Tous les travailleurs, tous les démocrates, doivent être présents le 27 à 18 heures devant la Mutualité, à Paris, — et, en province se rendre sur les lieux des manifestations centrales décidées dans l'union par les organisations.



« Les jeunes, plus que jamais décidés à faire la guerre à la guerre. » (A Antony, dimanche dernier.)

(Photo « Libération »)

# SALAN confère... une soirée perdue

Une conférence de presse, c'est un peu une course de taureaux. Le taureau, c'est le conférencier, les matadors, ce sont les journalistes. Après la présentation du taureau (la déclaration préliminaire) viennent la pose des banderilles et les passes (les questions) auxquelles le taureau riposte avec plus ou moins de talent. A la différence des vraies corridas, il n'y a pas en général de mise à mort. Autre différence : pour que la course ne soit pas trop cruelle pour l'animal, on lui donne une escorte de supporters tapageurs qui soulignent avec fracas les bons passages.

Nous nous sommes donc trouvés 300 mardi dernier aux arènes du Palais d'Orsay pour voir évoluer une bête de classe : le général Salan.

La claque était d'âge mûr, portait le ventre haut et la boutonnière fleurie par une rosette ou ornée (si l'on peut dire) par le coq poujadiste revenu après une longue absence. Cette diversité de décorations correspond à une ambiance bigarrée : tel coin de la salle ressemble à un salon du Noble Faubourg, tel autre à la boutique d'un papetier de Saint-Céré.

Un peu avant l'heure H, voici les managers : Bidault et le Général Zeller, très hommes du monde, Poujade et Le Pen, avec la mine de blousons noirs monté en graine, mal à l'aise dans leur costume du dimanche. Enfin, — dans un grand remue-ménage de photographes — voici l'animal : le général Salan est un jeune vieillard portant beau, à la voix douce, à l'air circospect; il n'est guère éloquent et se cramponne à son papier comme un naufragé à une bouée de sauvetage. Bref, le général ressemble comme un frère à ces « chers professeurs » qu'il déteste. Mais sous ses dehors inoffensifs la bête a la réputation d'être madrée et les journalistes autour de moi semblent se promettre un beau spectacle.

La séance commence par l'Algérie; qui nous disait que le problème était complexe, le chemin de la paix difficile? Pour le général Salan : « Proclamer à la face du monde que l'Algérie demeurera ce qu'elle est, Française, que la France est prête à tous les sacrifices pour remporter une victoire française, voilà les conditions d'une paix véritable dans un avenir qui peut être proche ».

Dans le ronronnement j'entends : « De Dunkerque à Tamanrasset... une minorité à la solde de l'étranger... barrer la route à l'impérialisme soviétique », airs connus.

Au passage, quelques piques à un autre général auquel le général Salan semble regretter amèrement d'avoir servi de marche-pied; celle-ci, camouflée : « Traiter avec les rebelles qui se conduisent en assassins et dont certains se plaisent à louer la résolution, le courage? Je réponds NON ». Une autre, plus cruelle : le rappel d'un ordre du jour du 6 juin 1958 où le général de Gaulle félicitait l'armée de ses efforts « pour garder l'Algérie à la France et pour la garder française ».

Enfin, un aveu involontaire dont la saveur échappe à la salle : « Ce n'est pas d'aujourd'hui mais depuis plus d'un siècle que l'armée participe à la politique musulmane ». Si c'est exact, tout s'explique, et depuis six ans nous sommes parfaitement à même de goûter les fruits amers de cette participation!

Rien de bien neuf dans tout cela. Mais le général Salan ne veut pas passer pour un militaire à l'horizon borné; il est homme d'Etat, et rien de ce qui touche l'Etat ne lui est étranger. Soucieux de « l'amélioration du niveau de vie physique et moral (?) des classes laborieuses », il est un dévoué républicain et attaque nos institutions « d'où l'esprit démocratique au sens le plus noble du terme est absent du fait de l'étouffement des assem-

blés qui se traduit par un manque total de l'expression populaire ».

A ces mots la claque éberluée croit rêver, tandis que je me demande si je ne vais pas lui proposer une carte du P.S.U.!

Saluons — en tout cas — l'hommage que le vice rend à la vertu. On en vient ensuite à la politique étrangère et à la force de frappe : le général, qui nous a rassurés sur sa fidélité à la démocratie au sens noble (mais que cache cette noblesse-là?) proclame maintenant sa fidélité à nos alliances (si c'est la même, les Américains devraient se méfier!) et se prononce pour l'intégration des armées de l'O.T.A.N.

On notera la similitude de ces positions avec celles de M. Soustelle, un même effort pour n'effrayer personne, se donner un air pondéré et réfléchi. Les cornes de ce taureau sont bien peu pointues!

La claque n'applaudit plus que mollement et nous attendons impatiemment l'heure des questions : la bête sera peut-être plus méchante quand elle sera excitée. Hélas! le général achève en disant que « pour des raisons évidentes » il ne répondra à aucune question. Nous resterons donc sur notre faim. En un jour de sincérité, M. Malraux, je crois, disait du Général de Gaulle, alors président du R.P.F. : « Il nous a menés au bord du Rubicon mais c'était pour y pêcher à la ligne ». Le Général Salan aussi est venu se promener sur les rives du Rubicon (c'est la villégiature préférée des généraux), il a trempé ses ortels dans l'eau, mais il semble trouver cette eau bien froide et la traversée bien périlleuse. Or le maréchal De Lattre disait de lui : « Salan ne s'embarque jamais sans biscuits ». Bref, je suis revenu déçu de ma première course de taureau : j'ai bien eu l'impression que le taureau n'était qu'un boeuf.

Emmanuel TERRAY

## UNE FORCE DE FRAPPE MAIS...

Le débat sur le projet de « force de frappe » ne réservait aucune surprise : tout le monde savait d'avance qu'il n'y aurait pas de majorité pour approuver la motion de censure, rejeter le projet de loi et, du même coup, renverser le gouvernement Debré.

Ce débat, malgré tout, n'est pas sans intérêt, et on peut dire que Debré a été sauvé par les échecs du gaullisme.

Pourquoi la moitié du groupe des Indépendants et les 2/3 du groupe M. R.P. (ce qui aurait fait une centaine de voix) n'ont-ils pas rejoint ceux de leurs collègues qui ont voté la motion de censure?

Paul Reynaud en a donné la raison la veille du scrutin :

« Il ne s'agit pas, a-t-il déclaré, d'un vote pour ou contre ce projet de loi. S'il en était ainsi, le projet serait certainement repoussé. Nombreux sont ceux, dont je suis, qui, si le projet avait été mis aux voix — auraient voté contre lui, mais qui ne voteront pas la motion de censure parce qu'ils estiment que, si elle était votée, elle ouvrirait non seulement une crise gouvernementale mais probablement une crise de régime. »

Quel aveu d'échec! Deux ans, seulement, après l'avènement du système gaulliste dont on nous disait qu'il mettrait fin à l'instabilité politique et qu'il ferait la cohésion nationale, on nous parle déjà ouvertement d'une crise de régime.

Le régime « fort » tremble à la seule menace d'une crise ministérielle, et pour cause : le gaullisme avait dû son succès de septembre 1958 aux deux paris qui servirent d'alibis à certains ralliés venus de la Gauche :

— Le général de Gaulle ferait la paix en Algérie.

— Il écarterait la menace de guerre civile en surmontant les divisions nées de la guerre d'Algérie.

On sait ce qu'il en est du premier pari. Quant au second... le pays est plus profondément divisé encore qu'il y a deux ans. Il est significatif que le dernier président du Conseil de la IV<sup>e</sup>, M. Pflimlin, ait retenu dans l'abstention une partie du M.R.P., en parlant, comme M. Paul Reynaud, de la menace d'une crise de régime et en invoquant, — comme en mai 58 — l'argument de Mollet : plutôt de Gaulle que « les colonels ».

Tous ces hommes et ces partis qui se sont ralliés à de Gaulle « pour sauver l'essentiel du régime démocratique » sont contraints de reconnaître aujourd'hui que, sur ce point aussi, ils se sont trompés et ont trompé l'opinion publique.

On doit noter, d'ailleurs que, pour la première fois, au cours de ce débat les nouveaux opposants n'ont pu se contenter de prendre Debré pour cible. Plus ou moins ouvertement, ils ont mis en cause de Gaulle lui-même. Le Ministre des Affaires Etrangères a provoqué les protestations d'une bonne partie de l'Assemblée lorsqu'il a voulu, fort timidement, prendre la défense « de la clairvoyance et de la fermeté » du Président de la République.

C'est le signe d'un climat nouveau, même au sein de cette Assemblée élue sur la lancée du referendum de septembre 58 et composée, dans la proportion de 90 %, de députés qui rivalisèrent de platitude et de zèle à l'égard du gaullisme...

Nous doutons pas : ce changement du climat parlementaire est le signe d'un changement dans le pays. Il serait injuste de ne pas faire la part de la sincérité des convictions européennes et atlantiques d'une partie des opposants, mais il est vrai aussi que beaucoup pensaient à l'Algérie et à d'autres sujets de mécontentement au moins autant qu'à l'objet précis du débat : la force de frappe.

Du reste, s'il ne s'était agi que de quelques remous parlementaires sans conséquences, de Gaulle n'aurait pas tenu le langage inquiet et irrité qu'il a tenu au cours de son voyage dans les Alpes et le Sud-Est.

La situation ainsi créée nous impose de redoubler d'efforts pour REGROUPER toutes les forces démocratiques et pour utiliser toutes les possibilités que nous offre l'évolution de l'opinion.

Robert VERDIER

## L'UNITÉ et le P.C.F.

Pourquoi, à la différence de la plupart des départements, une manifestation unitaire ne semble pas devoir être possible à Paris le 27 octobre ?

Parce que le P.C.F. et la C.G.T. ne l'ont pas voulu. Ils masquent ce refus en élevant des accusations calomnieuses contre les autres organisations.

Nous demeurons, malgré leur attitude, fermement partisans du rassemblement le plus large et nous considérons que les communistes ont leur place dans ce rassemblement. Mais ce souci d'unité ne saurait nous empêcher de dénoncer les contre-vérités et les manœuvres qui nuisent à cette unité.

1 Contrairement à ce qu'a dit la direction de la C.G.T. et du P.C.F., l'U.N.E.F. a tenu au courant les autres syndicats, y compris la C.G.T., avant de rendre publique son initiative le 4 octobre. En ce qui concerne la C.G.T., ces contacts avaient été pris avec Merlot, un des membres du Bureau confédéral.

2 L'U.N.E.F. a agi dans le souci de rassembler toutes les centrales syndicales. On sait que F.O. se refuse à l'unité d'action, que la C.F.T.C. avait décliné les propositions de la C.G.T., qu'il y avait désaccord sur les propositions du Congrès du S.N.I. La méthode employée par l'U.N.E.F. a permis d'unir C.F.T.C., F.E.N. et C.G.T. à l'échelon national et d'y ajouter F.O. dans de nombreux départements dont la Seine. Que veut la C.G.T. : la réalisation de l'unité ou l'échec de l'unité, cet échec lui permettant de dénoncer les autres centrales ?

3 La direction du P.C.F., au moment même où tous les efforts auraient dû tendre à la réalisation de l'unité et à la réussite de puissantes manifestations le 27 octobre, a multiplié les attaques contre l'U.N.E.F. et contre la F.E.N. Elle a formulé des accusations graves contre la direction de l'U.N.E.F. « Certaines attitudes politiques (de cette direction) peuvent faciliter les attaques contre l'U.N.E.F. et les entreprises de division et de désagrégation au sein de l'organisation elle-même. » Ces attaques de Maurice Thorez étaient publiées dans l'Humanité, le jour même où paraissait le communiqué des centrales syndi-

cales en faveur du 27 octobre. Curieuse manière d'en faciliter la préparation dans l'union.

4 A Paris, après l'interdiction, l'U.N.E.F., la F.E.N., la C.F.T.C. et F.O. ont décidé de ne pas renoncer à organiser une manifestation le 27 octobre. La C.G.T. était d'un avis opposé, ce qui était son droit. Mais elle a été beaucoup plus loin : l'U.D. C.G.T. de la région parisienne a fait paraître un communiqué déclarant qu'elle ne s'est associée d'aucune façon et qu'elle ne s'associera pas à un appel à maintenir la manifestation interdite. Elle a mis en garde contre ce qu'elle appelle une « provocation ». Cette dénonciation unilatérale a été d'autant plus grave que ce communiqué était diffusé massivement en tracts. Le Bureau politique du P.C.F., de son côté, déclarait qu'« une telle manifestation, limitée à une avant-garde, favoriserait aujourd'hui les provocations du pouvoir personnel, la division des adversaires de cette politique et la réalisation des nouvelles menaces proférées par le chef de l'Etat contre ce qui reste de libertés ». En fait l'expérience des luttes antifascistes montre qu'on ne conjure pas un danger de ce genre en se contentant de protestations platoniques et de démonstrations de routine, ni en attendant que la menace devienne réalité pour se dresser contre elle. Comment croire que l'U.N.E.F., la F.E.N., la C.F.T.C. et l'U.D.F.O. de la région parisienne soient disposées à se lancer dans une politique d'aventure ?

5 Le gouvernement ayant en définitive reculé le mardi 25 octobre, une manifestation est convoquée pour le 27 devant la Mutualité. L'U.D. C.G.T. qui la veille accusait les autres organisations d'aventurisme et qui lançait cette accusation publiquement, par tracts, leur reproche maintenant la « rupture brutale des discussions avec l'U.D. C.G.T. ». Comme si son attitude de la veille n'avait pas été un acte de rupture. Elle parle de collusion des pouvoirs publics avec les dirigeants syndicaux des autres organisations, parce que maintenant la manifestation est autorisée, alors que la veille elle accusait ces mêmes organisations d'aventurisme parce qu'elles voulaient maintenir une manifestation interdite.

Les étudiants communistes, de

leur côté, dénoncent l'U.N.E.F. et prétendent que sa position a obtenu l'appui sans réserve de Guy Mollet, alors que la veille la S.F.I.O. refusait publiquement de participer à la manifestation du 27 octobre, en déclarant qu'elle ne voulait pas se trouver aux côtés des communistes, des cryptos ou des paracommunistes.

6 En réalité, l'attitude du P.C.F. s'explique par sa volonté d'être le principal animateur de l'action entreprise. Les dirigeants P.C.F. voulaient que l'action s'organise autour du Mouvement de la Paix : celui-ci avait lancé à son Conseil national du 25 septembre un appel à des délégations aux mairies sans en avertir préalablement les autres organisations en dehors de la C.G.T. et du P.C.F., sans avertir même le centre de coordination de Pleyel, cette décision unilatérale étant exactement ce que les communistes reprochent à tort à l'U.N.E.F.

Il semble que les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. aient voulu engager une sorte d'épreuve de force non point avec nos ennemis mais avec le reste de la gauche française. Après avoir tant parlé d'unité, ils s'opposent à sa réalisation pratique.

7 Pour sa part, dans cette situation, le P.S.U. continuera à tout faire pour surmonter les obstacles à la réalisation de l'unité. Le Bureau National a tenu à prendre contact dès le 17 octobre avec la direction du P.C. Une entrevue a eu lieu le 20 octobre entre Edouard Depreux, Gilles Martinet, Robert Verdier et une délégation du Bureau politique du P.C.F.

Nos camarades ont fait des propositions pratiques en vue de donner à la journée du 27 le caractère d'une manifestation ouvrant la voie à une grande campagne pour la paix en Algérie et non celui d'un affrontement décisif avec le pouvoir.

Le P.S.U. persistera dans cette politique unitaire. Dans de très nombreux départements le front syndical commun a pu être réalisé et permet une action puissante. Le 27 octobre permettra, malgré l'attitude adoptée à Paris par le P.C.F., un pas en avant dans l'unité. Nous souhaitons vivement que la leçon en soit tirée par tous et nous travaillerons à lever les obstacles qui subsistent à la réalisation du plus large rassemblement contre la guerre.

# ... PAS DE TROISIÈME FORCE

Mercredi 19 octobre, 16 sénateurs musulmans (il y en a au total 23) ont adopté une motion sur le problème algérien.

Après le nécessaire et inévitable coup de chapeau à De Gaulle, ce texte affirme notamment :

« Une solution durable du problème sur la base de l'autodétermination exige :

1° Sinon l'adhésion, du moins, la nécessaire participation de tous les Algériens, où qu'ils se trouvent, à cette solution, ce qui suppose l'obtention préalable du cessez-le-feu...

2° L'indispensable détermination des conditions des garanties de l'application sincère et loyale de l'autodétermination.

Le cessez-le-feu et la fixation des garanties de l'exercice de l'autodétermination étant intimement liés, dépendants, les négociations doivent donc porter simultanément sur l'un et sur l'autre, et non avoir lieu successivement, séparément. »

La motion dit ensuite que si « la reprise des négociations interrompues » n'est pas possible, il convient de faire appel à l'arbitrage, — comme il est de règle pour tout différend —, exercé par des délégués amis ou un groupement qualifié désigné d'un commun accord par les parties ».

C'est nous qui avons souligné certains passages de ce texte. Ils montrent, en effet, que ces sénateurs, — élus dans les conditions que l'on sait; destinés dans la pensée du « Pouvoir » à être les seuls interlocuteurs valables et à constituer la troisième force algérienne pour faire « l'Algérie Algérienne », sans les ultras de « l'Algérie Française », mais aussi sans le G.P.R.A., — adoptent aujourd'hui des positions qui signifient clairement qu'ils se refusent eux-mêmes à jouer le rôle qu'on leur réservait.

Ils se prononcent, comme la gauche française :

● pour la reprise des négociations avec le G.P.R.A., désigné par périphrases, mais clairement;

● pour la discussion simultanée du cessez-le-feu et les garanties de l'autodétermination;

● pour un éventuel arbitrage; (sur ce point le texte est moins précis, mais, justement laisse la porte ouverte à toutes les possibilités) : puissances voisines du Maghreb, Etats de l'ancienne Communauté, voire l'O.N.U.

Le fait est à rapprocher des difficultés qui ont surgi au sein des fameuses commissions d'élus désignées l'été dernier. Plusieurs de leurs membres algériens ont déjà donné leur démission. L'un d'eux, Nourredine Ben M'Hidi, conseiller général, a rejoint le F.L.N. à Tunis. D'autres, qui sont restés, regimbent parce qu'ils voudraient que les Commissions aient des compétences politiques.

Bref, toute la construction échauffée pour constituer une troisième force, pour échapper au dialogue avec le G.P.R.A., pour esquiver les conséquences logiques de l'autodétermination, toute cette construction s'effondre comme un château de cartes.

Soustelle et Lacoste ont raison : « L'Algérie Algérienne est une illusion. »

Nous ajoutons : « L'Algérie Française c'est aussi une illusion » et toutes deux signifient : poursuite de la guerre. Reste donc seulement la reprise des négociations ou l'arbitrage sous une forme à préciser. Voici qu'en conviennent aujourd'hui — mieux vaut tard que jamais —, les Radicaux, le M.R.P., la S.F.I.O., les « élus » algériens du régime... Seuls les « inconditionnels » de l'U.N.R., ce qui ne veut pas dire toute l'U.N.R., croient encore à la troisième force ou font semblant d'y croire...

Mais la guerre continue parce que De Gaulle continue à s'accrocher à « l'Algérie Algérienne ».

P. L.

## La lettre de Laurent SCHWARTZ au Ministre des Armées

Notre camarade Laurent Schwartz, qui vient d'être révoqué de ses fonctions de professeur à l'Ecole polytechnique pour avoir signé le « manifeste des 121 », a adressé au ministre des armées la lettre suivante :

« Je regretterai d'abandonner mon enseignement et des élèves très intéressants. Mais là n'est pas la question. Vous avez cru devoir accompagner votre décision d'une lettre disant qu'il serait « contraire au bon sens et à l'honneur » que vous me laissiez occuper plus longtemps mes fonctions.

» Si j'ai signé la déclaration des 121, c'est en partie pour avoir vu depuis plusieurs années la torture impunie et les tortionnaires récompensés. Mon élève Maurice Audin a été torturé et assassiné en juin 1957, et c'est vous, Monsieur le Ministre, qui avez signé la promotion du capitaine Charbonnier au grade d'officier de la Légion d'Honneur à titre exceptionnel, et celle du commandant Faulques au grade de commandeur de la Légion d'Honneur (je dis bien « honneur »)

» Venant d'un ministre qui a pris de telles responsabilités, les considérations sur l'honneur ne peuvent que me laisser froid. »

## LIMOGEAGE

(suite)

**M. Guibert  
était gêné**

Le gouvernement, qui s'est vu retirer par l'Elysée les « affaires sérieuses », laisse aussi s'échapper les « autres » au profit des sous-préfets, — nouveaux potentats —, et des anciens élèves de l'Ecole Nationale d'Administration, nouveaux princes qui nous gouvernent.

Un de leurs derniers « exploits » touche un secteur qu'on imaginait à l'abri, étant donné le travail efficace qui y était accompli, sous l'autorité effective et attentive de celui-là même que l'on vient d'écartier :

M. Guibert — directeur de l'Office des Etudiants d'Outre-Mer depuis sa fondation en 1955 — vient de se voir reprocher précisément son « inefficience » par certain membre du Cabinet de M. Herzog — célèbre responsable de la Jeunesse et des Sports.

En fait le but de ce limogeage est d'avoir une jeunesse africaine docile. On veut écarter du bénéfice des œuvres (bourses, logements, restaurant, soins...), ceux parmi les futures élites des anciens territoires qui montreraient une trop grande indépendance d'esprit. On vante notre générosité en accordant l'indépendance, mais on recherche, par tous les moyens, à maintenir la dépendance.

Comme M. Guibert a joué le jeu, qu'il croit à l'avenir de l'Afrique « africaine », on l'a prié en un quart d'heure de laisser sa place à M. Guillas, mieux introduit à Matignon.

La V<sup>e</sup> République n'a besoin ni de mathématiciens ni de hauts fonctionnaires compétents.

Les mailles se resserrent.

J. A.

● VOIR EN PAGE 6 :

Préparation du 27 octobre.

● EN PAGE 7 :

— Nos amis Le Dilosquer et Boivin, devant le Tribunal Militaire.

— La manifestation d'Antony.

# Pierre BOISGONTIER EST ARRÊTÉ

« Tribune Socialiste » de la semaine dernière a informé ses lecteurs de l'action menée par des jeunes qui refusent de combattre en Algérie et qui réclament l'instauration d'un service civil, en travaillant sur des chantiers à Terrasson (Dordogne) et à Nanterre (Seine).

L'un d'entre eux, Pierre Boisgontier



« Il a droit au soutien de tous ceux qui luttent contre la guerre. »

tier, membre de notre parti et ancien président de l'A.G. des Etudiants de Nancy, déjà incorporé depuis quelques mois, a déposé l'habit militaire et en a averti le président de la République en faisant connaître son refus de combattre en Algérie.

Pierre Boisgontier a été arrêté jeudi dernier : ainsi le gouvernement et les autorités militaires ont voulu marquer leur opposition à la revendication d'un service civil.

Nos camarades de la section P.S.U. de Brive nous ont fait connaître l'accueil réservé par la population locale et les circonstances de l'arrestation :

LORSQU'ILS sont arrivés à Terrasson (petite ville située à 20 km. de Brive), la municipalité a annoncé à Pierre Boisgontier et à ses camarades que l'auberge de Jeunesse était prête à les héberger. C'est donc là qu'un militant PSU et sa femme, tous deux ajistes, et qui avaient eux-mêmes répondu à l'appel du Service civil international pendant le week-end, reçurent Boisgontier et tout le groupe (une dizaine en tout). Cela se passait le dimanche-lundi 15-16 octobre. Boisgontier venait d'écrire à son corps pour annoncer sa décision de quitter l'armée et de se consacrer à un chantier du service civil à Terrasson.

L'arrestation de Boisgontier, en plein travail, dans une ferme, l'insistance de tous ses camarades à se faire arrêter avec lui, donnèrent lieu à des scènes qui ont été commentées par toute la population de ce chef-lieu de canton. Par exemple, la gendarmerie refusa de recevoir 7 garçons qui insistaient pour être arrêtés et déclaraient tous s'appeler Boisgontier.

## LA SUÈDE ET LA GUERRE D'ALGÉRIE

A STOCKHOLM,  
L'AMBASSADE DE FRANCE  
A REPOUSSE LA PROTESTATION  
DES ETUDIANTS SUEDOIS !

« Neuf Associations d'étudiants d'Upsal ont adopté, vendredi, une résolution adressée au président de Gaulle et à son gouvernement pour protester contre la politique française en Algérie. Le document était destiné à être remis à l'ambassade de France où, cependant, on a refusé de le recevoir.

Le même texte a été remis au gouvernement suédois au cours d'une démarche auprès du ministre Nordlander. Les Associations d'étudiants ont, en outre, demandé au gouvernement de soutenir le projet de référendum en Algérie sous contrôle international qui sera sans doute déposé à l'Assemblée générale de l'O.N.U.

Les organisations d'étudiants signataires sont Verdandi, Laboremus, Etudiants Social-Démocrates, Club Libéral des Etudiants, Association de politique étrangère, Ligue antialcoolique des Etudiants, Association Universitaire des Chrétiens Indépendants, Club Universitaire de l'Union Progressiste, Union des Etudiants Chrétiens.

L'Association Heimdal à Upsal a adopté une résolution analogue où, entre autres, elle s'adresse à la France et au F.L.N., en leur demandant d'engager des négociations sans aucune considération de prestige : Les conséquences de l'ingérence

Le lendemain soir une scène dramatique avait lieu en gare de Brive ; les gendarmes voulant transférer Boisgontier à Paris, tous ses camarades non-violents se couchèrent sur lui au moment où le train arrivait.

Ce qui nous a paru valable dans cette action est : en dehors bien sûr du refus de combattre en Algérie :

— le fait que ces insoumis ont été arrêtés sur un chantier de travail où ils fournaient un travail extrêmement pénible et non rétribué.

La population a apprécié leur dévouement et l'a dit. Les cultivateurs ont écouté avec attention et sympathie les arguments de ces hommes qui quittent leur famille et leur métier pour défendre une cause. Il était bon que des milieux ruraux soient mis au courant de telles actions et de leurs buts.

— la résolution et le courage de ces hommes ne sauraient être mis en doute. Leur action qui se place sur un plan purement moral est susceptible d'entraîner l'adhésion, de forcer le respect en tout cas, de gens non politisés mais conscients du drame algérien ;

— La presse locale — même réactionnaire — a mentionné leur action, bien sûr en les traitant de déserteurs, mais des milliers de gens qui ne lisent que « Centre Presse » ou « La Montagne », ou « La Dépêche » auront été informés, en auront parlé.

— Nous, militants du P.S.U., qui avons été en contact avec eux (et je crois bien que nous avons été la seule organisation de gauche à nouer ce contact sur le plan local) nous avons plus que jamais le sentiment que ces jeunes méritent notre appui total.

Pierre Boisgontier a été transféré au Camp de Mourmelon. Il est au secret, en prévention réglementaire, sans avoir le droit de lire ou d'écrire. Les inculpations retenues contre lui sont la désertion et le refus d'obéissance.

Pierre Boisgontier porte publiquement témoignage du refus des jeunes de faire la guerre d'Algérie. Son acte et celui de ses camarades sur lequel le gouvernement s'efforce de faire le silence, doit être popularisé dans les réunions et manifestations pour la paix en Algérie. Il a droit au soutien de tous ceux qui luttent contre la guerre.

Avec la troisième livraison de ses fiches bi-mensuelles, ANALYSES ET DOCUMENTS reprend son rythme normal, interrompu pendant la période des vacances.

Le numéro 3 qui traite de ces derniers mois, comporte essentiellement les rubriques suivantes :

Afrique, Algérie, Amérique Latine, Moyen-Orient, Luttes Ouvrières et Syndicalisme, Les Jeunes dans la Société.

Prix au numéro ..... 1 NF  
Abonnement 6 numéros 5 NF

C.C.P. : Paris 16.437-13 - Marcelle BERARD, 17, rue de Chaligny, PARIS-12<sup>e</sup>.

d'Etats étrangers en Algérie seraient extrêmement graves pour le monde entier » y est-il dit.

LA JEUNESSE LIBERALE  
S'ADRESSE A DE GAULLE

« La Fédération du Bohuslän des Jeunes libérales et les jeunes libéraux de Göteborg se sont adressés, dans un texte commun, au président de Gaulle en lui demandant d'employer toute son autorité pour réaliser une solution rapide, pacifique et démocratique du conflit algérien, pour rétablir la pleine liberté de la presse et d'opinion en France, et pour arrêter les représailles contre les écrivains, acteurs et autres personnalités qui ont protesté contre l'obligation, pour les jeunes soldats, de servir en Algérie. »

(Extraits du journal « Hanoels och Sjöfartstidning » de Göteborg.)

Rien ne nous étonne plus... On apprend aussi que le Quai d'Orsay a décommandé la tournée que Nathalie Sarraute devait effectuer sous les auspices de l'Alliance française dans les pays scandinaves.

Or, quelques jours plus tôt, le maréchal Juin — cet insoumis permanent et impuni — a tenu deux conférences à Stockholm et Göteborg sur la campagne de 1812.

« J'ai assisté à un Waterloo... » Ainsi commençait le compte rendu d'un journal de Stockholm...

La France officielle n'a donc pas d'autres articles d'exportation ?



Belkacem Krim, Ferhat Abbas et Ben Tobbal : « Les événements que la France prétend empêcher, en réalité elle en accélère le cours, car chez les peuples évolués, on transforme les revendications en révoltes. »

(Photo « A.F.P. »)

LES attentats de la nuit du 1<sup>er</sup> novembre 1954 ont été déclenchés en différents points du territoire, mais surtout dans le département de Constantine et dans le massif des Aurès. Il apparaît très rapidement que cette dernière région montagneuse située aux confins du désert est en état d'insurrection. Le 15 novembre, l'aviation militaire lance 50.000 tracts sur les Aurès.

#### APPEL A LA POPULATION MUSULMANE.

Des agitateurs, parmi lesquels des étrangers, ont provoqué dans notre pays des troubles sanglants et se sont installés notamment dans votre région. Ils vivent sur vos propres ressources. Ils vous rançonnent et s'efforcent d'entraîner les hommes de vos foyers dans une criminelle aventure... Musulmans ! Vous ne les suivrez pas et vous rallierez immédiatement, et avant le dimanche 21 novembre, à 18 heures, les zones de sécurité avec vos familles et vos biens. L'emplacement de ces zones de sécurité vous sera indiqué par les troupes françaises stationnées dans votre région et par les autorités administratives des douars. Hommes qui vous êtes engagés sans réfléchir, si vous n'avez aucun crime à vous reprocher, rejoignez immédiatement les zones de sécurité avec vos armes et il ne vous sera fait aucun mal. Bientôt un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles. Après quoi règnera à nouveau la paix française ».

Il y a là, déjà, toute la guerre d'Algérie, la « pacification », les camps de regroupement, la destruction des mechtas et des douars...

Pourtant l'opinion française ne comprend pas ce qui se passe au début de novembre 1954. Le soulèvement a éclaté en dehors des partis nationalistes algériens, en dehors des leaders connus : il semble un mouvement « sauvage » sans avenir. Seuls quelques connaisseurs des réalités algériennes savent ce qu'il en est.

Les chefs de l'insurrection sont un groupe de militants qui ont formé dans les mois précédents le Comité révolutionnaire d'Unité d'Action (C.R.U.A.), qui devait donner naissance, quelque temps plus tard, au Front de Libération Nationale.

Ces militants sont au nombre de neuf : Moustapha Ben Boulaïd, Rabah Bitat, Larbi Ben M'Hidi, Mourad Didouche, Mohammed Boudiaf, Belkacem Krim, Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed. Un seul d'entre eux est encore en liberté aujourd'hui : Belkacem Krim. Les autres sont en prison ou morts, tués au combat, ou sous les tortures des paras, comme Larbi Ben M'Hidi. Ces neuf militants appartiennent tous depuis longtemps à « l'Organisation Spéciale » (O.S.), organisation clandestine et paramilitaire du M.T.L.D. Ils sont déjà soit dans le maquis comme Belkacem Krim, soit à l'étranger comme Ben Bella.

S'ils interviennent en novembre 1954 par l'action armée, c'est qu'ils ont conscience que toutes les autres voies sont bouchées pour le mouvement nationaliste.

### Impasse du Mouvement Nationaliste

LES objectifs généraux du nationalisme algérien sont clairs depuis longtemps : né dans l'émigration prolétarienne en France autour de « l'Etoile Nord-Africaine » et de Messali Hadj, le nationalisme s'est considérablement renforcé pendant la deuxième guerre mondiale : après le « Manifeste » de Ferhat Abbas en 1943, la revendication d'un Etat algérien, l'existence d'une Nation algérienne font l'unanimité de la partie consciente du peuple algérien.

Mais, en revanche, les méthodes de lutte posent un problème grave au mouvement national. La vie politique intense qui, entre les années 1943 et 1947, passionna l'Algérie et lui procura de nouveaux espoirs avait donné la première place à l'action légale, à l'action électorale, à la propagande et à l'agitation ouvertes. A partir de 1948, le truquage systématique des élections, la répression policière contre les militants nationalistes qui sont arrêtés, torturés et assassinés en dehors de toute légalité, enlèvent à cette action et à cette propagande légales tout débouché prévisible.

Le fait d'appartenir au M.T.L.D. est considéré comme une atteinte à la souveraineté française en vertu de l'article 80 du code pénal, article qui n'a jamais été ratifié par aucun Parlement et qui prévoit l'emprisonnement contre tous ceux qui se réclament du nationalisme algérien.

Aussi les militants les plus jeunes et les plus dynamiques se tournent vers l'action illégale et clandestine de l'Organisation Spéciale — Krim tient le maquis en Kabylie, Ben Boulaïd dans l'Aurès. En avril 1949, un groupe de choc commandé par Ben Bella attaque la recette principale de la poste d'Oran et s'empare de 3 millions de francs pour se procurer des armes.

La police de Naegelen riposte par des emprisonnements massifs. On commence à connaître la « villa Susini », la « villa des oiseaux » d'où les prévenus ne sortent pour être remis au juge d'instruction qu'après des aveux spontanés.

Cette répression ne fait que radicaliser le mouvement nationaliste et l'amener à donner la priorité à la lutte armée sur la lutte légale.

La scène suivante, que raconte un des militants interviewés par Robert Davezies dans « le Front », marque bien l'impasse où était le nationalisme algérien avant l'insurrection : « Un responsable M.T.L.D. montait dans un village pour le marché, pour son travail politique. Il était arrêté en plein marché. Les fellahs disaient : « Ce n'est pas la méthode, ça. Voyez-le avec les menottes : il nous faut des armes. »

Un mouvement qui dénonce la légalité comme illégitime se place dans une situation ambiguë s'il s'acharne par ailleurs à respecter cette légalité. Il perd ainsi auprès des masses le seul bénéfice qu'une attitude d'intransigeance pouvait sans doute lui procurer.

Cette impasse apparaît clairement en Algérie à partir du moment où, en Tunisie comme au Maroc, l'action armée se développe. Les maquis qui se constituent en Tunisie non loin de la frontière algérienne, la formation de l'armée de Libération Marocaine sont autant d'exemples pour les Algériens. Exemples d'action et aussi d'efficacité puisque l'autonomie interne de la Tunisie est reconnue en juillet 1954.

### Les divisions

L'urgence de l'action armée apparaît d'autant plus aux jeunes militants algériens que le mouvement national semble profondément divisé.

Division d'abord entre l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas et le M.T.L.D. de Messali Hadj. L'union établie en janvier 1945 entre les deux formations dans « le Mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté » a été de courte durée.

L'U.D.M.A. s'appuyait essentiellement sur des cadres intellectuels (professions libérales), des notables ou apparentés, des commerçants, des employés de bureau, des fonctionnaires. L'U.D.M.A. s'était cantonnée dans l'action légale, mais les déceptions provoquées par le truquage électoral et la répression systématique engendrent dans ses rangs une interrogation sur les méthodes de combat.

Le M.T.L.D., enraciné dans les masses citadines,

# Révo

Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre premières bombes d'une guerre qui entre cette semaine internationale est surprise par l'événement dans sement que le début d'une lutte décisive.

Pourtant, ce qui a commencé le 1<sup>er</sup> novembre une nouvelle guerre coloniale interminable, une chine, mais aussi une des épreuves les plus redoutables, socialistes et ouvrières en France ; une ép dont l'issue déterminera l'histoire de la France

Aussi est-il indispensable, en ce 7<sup>e</sup> anniversaire de millions de victimes algériennes, qui a détruit la menace de la dictature militaire, de revenir sur

a formé l'essentiel des cadres du mouvement nationaliste algérien. Son esprit combatif, révolutionnaire en a fait le noyau de la révolution algérienne d'aujourd'hui. Mais le M.T.L.D. a longtemps souffert du verbalisme de ses dirigeants qui masquait l'impuissance à sortir de l'action légale. Surtout en 1954, il est profondément déchiré en deux tendances : celle du leader Messali Hadj, celle du Comité Central. Des luttes confuses de personnes opposent les partisans de Messali Hadj et ceux du Comité Central : les premiers accusent les seconds de réformisme, parce qu'ils ont accepté de s'engager dans la tentative « libérale » et « néo-colonialiste » du maire d'Alger, Jacques Chevallier. Les seconds reprochent au vieux leader son autoritarisme croissant et son verbalisme révolutionnariste.

Le groupe des neuf militants du Comité Révolutionnaire d'Unité d'Action a d'abord essayé la conciliation entre les deux tendances ; bien vite, il recherche une autre voie, une autre méthode d'action. Alors que les journaux colonialistes d'Algérie se réjouissent de la scission du M.T.L.D., le C.R.U.A. constitue son réseau, ses cellules autonomes.

L'action traditionnelle des partis nationalistes dans les masses citadines ne débouchant pas ou tournant en rond, c'est vers les masses rurales, au milieu desquelles se sont constitués les premiers maquis de l'O.S. que se tourne le C.R.U.A.

### L'Algérie et la France

DANS quelle mesure les membres du C.R.U.A. ont-ils tenu compte dans leur décision d'insurrection, de l'opinion française et de son évolution ?

Certainement pas à la manière de l'U.D.M.A. ou du Parti communiste algérien. Pour des raisons différentes, les amis de Ferhat Abbas et les communistes algériens ont trop compté, dans les vingt ans qui précèdent l'insurrection, sur la volonté émancipatrice de la gauche française à l'égard de l'Algérie. Ferhat Abbas s'est sans cesse appuyé dans ses discours, ses articles, sur les traditions démocratiques et émancipatrices de la France ; il faudra le 6 février et l'attitude de Guy Mollet et de Lacoste pour ruiner en lui les dernières illusions. Le P.C.A., de son côté, s'est isolé du mouvement nationaliste malgré le courage de ses militants, parce qu'il a, trop longtemps, combattu davantage l'impérialisme américain que l'impérialisme français (dans les premiers congrès mondiaux du Mouvement de la Paix, les nationalistes algériens sont un peu considérés comme des gêneurs qui ne jugent les événements internationaux qu'en fonction de leurs propres problèmes), parce qu'aussi, comme l'a écrit A.-P. Lentin, « la volonté émancipatrice de la classe ouvrière et des forces progressistes françaises est peut-être une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante de la libération de l'Algérie et que c'est l'action du peuple algérien lui-même qui constitue le facteur décisif ».

Les hommes du C.R.U.A. ont retenu l'exemple des pays d'Afrique et d'Asie en lutte pour leur libération. Après l'indépendance de l'Inde, la révolution chinoise et l'indépendance indonésienne, après la guerre d'Indochine, l'Egypte achève de se libérer des séquelles de la domination britannique, et son évolution depuis 1952 a un retentissement énorme dans tout le monde musulman. Cependant, comptant essentiellement sur l'énergie de leur propre peuple, ils ont pu estimer aussi que l'évolution de la politique française était favorable à une solution rapide du problème algérien :

# Evolution algérienne

1954 éclatent les premiers coups de feu et les premières dans sa septième année. L'opinion française et quel les plus lucides discernent plus un avertis-

de 1954 à 1 heure du matin, c'est non seulement nouvelle « guerre de 7 ans » comme celle d'Indochine pour le peuple français, les forces démocratiques dont nous ne sommes pas encore sortis et par des années.

de d'une guerre qui a déjà fait des centaines de victimes en France et placé le pays sous la coupe qui s'est passé en Algérie le 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Le gouvernement Mendès-France vient de signer, à la fin de juillet, la paix en Indochine et de tirer parti du désarroi de la droite pour promettre solennellement l'autonomie interne à la Tunisie. L'opinion française semble en grande majorité approuver Pierre Mendès-France lorsqu'il écrit à Laniel au début de mai 1954 :

« On ferme délibérément les yeux sur l'existence, — partout dans le monde et principalement chez les peuples auxquels nous avons insufflé le goût de la liberté —, de profonds courants nationaux. On pallie la faiblesse des constructions politiques par la violence policière la plus oppressive, la plus odieuse, la plus opposée aux traditions libérales qui nous ont fait aimer dans le monde. Mais les événements que la France prétend empêcher ou retarder, en réalité elle en accélère le cours, car chez les peuples évolués on transforme les revendications en révoltes. Et pour ce qui est des masses jusqu'alors indifférentes aux malaises de la nation et aux conflits de caractère national, on les pousse à prendre parti. »

Comment se fait-il alors que le gouvernement Mendès-France n'ait pu tirer les conséquences pour l'Algérie de ce que son chef écrivait quelques mois plus tôt ?

Comment la France a-t-elle pu s'engager dans une guerre interminable qui va rapidement mettre en jeu les fondements même de sa vie politique et sociale ?

Il y a des raisons de circonstance :

— C'est un parlement de droite qui a appelé Pierre Mendès-France pour liquider la guerre d'Indochine et l'affaire de la C.E.D. et non pas une majorité de gauche.

— En novembre 1954, l'opinion française a les yeux tournés vers le problème du réarmement allemand : c'est là-dessus que se déterminent les alliances. Les communistes, comme une bonne partie de la gauche, non communiste, n'approuvent pas la signature des Accords de Londres et de Paris dont ils redoutent les conséquences qu'on a vues, depuis, se développer : par là même, le gouvernement Mendès-France devient beaucoup plus vulnérable aux coups de la droite qui le soupçonne de vouloir appliquer en Algérie une politique libérale. Le ministre de l'Intérieur François Mitterrand répète que « l'Algérie, c'est la France » et dissout le M.T.L.D. dont on arrête des centaines de militants qui n'ont en rien participé au déclenchement de l'insurrection.

Le gouvernement achève de dresser la gauche contre lui, sans trouver grâce auprès de la droite.

Mais il y a des raisons plus profondes qui expliquent l'ampleur des difficultés que va susciter le problème algérien et la mise en cause profonde de la gauche française qu'il va provoquer. Le problème algérien met en cause le régime français lui-même parce que l'insurrection algérienne est en réalité une révolution.

## La Révolution Algérienne

Comme l'écrit Pierre Belleville dans le dernier numéro de « Perspectives Socialistes » (1) consacré à l'Algérie :

« L'Algérie en 1954 est la clef de voûte de ce qui reste de l'Union française: l'indépendance de l'Algérie, c'est l'indépendance de tous les peuples d'Afrique. L'Algérie tient une place

décisive dans les rapports économiques de la métropole avec l'outre-mer. Son indépendance suppose une reconversion des structures économiques françaises, la rupture au moins avec les structures archaïques du pays. Enfin un million d'Européens vivent en Algérie, solidaires, dans la défense de leurs privilèges, des principaux requins du régime colonial. Accepter l'indépendance, c'est déclarer la guerre à tous les profiteurs du régime colonial et à tous ceux qui se trouvent liés à eux en métropole. Enfin, la quasi-inexistence en Algérie de cadres féodaux ou bourgeois laisse supposer que l'Algérie indépendante ira, socialement, beaucoup plus loin que la Tunisie ou le Maroc : le capitalisme métropolitain ne disposera



Ce sont aujourd'hui les masses rurales, leurs complicités, leurs cadres populaires qui permettent au nationalisme d'accéder à une sorte d'unanimité.

(Photo Yann Le Masson)

d'aucun appui social indigène pour garantir la poursuite de l'exploitation économique dans le cadre du nouveau régime politique. C'est pourquoi le grand capital, soucieux de préparer une reconversion du système colonial ne peut envisager de solution en Algérie qu'à longue haleine, après la formation d'une « élite indigène ».

De 1954 à aujourd'hui, toutes les tentatives faites pour résoudre le problème algérien se sont heurtées à ce fait fondamental :

« L'Algérie algérienne » du général De Gaulle n'est que le dernier avatar de cette recherche incessante depuis 1954 de la « troisième force » et de la prétendue lutte sur les deux fronts contre les ultra-colonialistes et les « ultra » du F.L.N., dans un faux équilibre sous lequel on masque une politique impossible.

Ce qu'on ne comprend pas en France, y compris à gauche, en 1954, c'est que la situation algérienne est révolutionnaire. Les contradictions de la société algérienne se sont aggravées brutalement depuis 1945 : croissance accélérée de la population musulmane, concentration de la propriété rurale, et par là même accroissement d'une masse rurale sans terres et sans travail. L'immigration vers la France ne suffit pas à réduire le problème du chômage. A la campagne, les 2/3 des hommes chôment et vont vers les villes (la population musulmane urbaine augmente de 50 % entre 1948 et 1954). Dans le même temps, comme le montre Georges Servet dans

« Perspectives socialistes », les Européens parviennent à un véritable monopole des emplois qualifiés qui accentue encore la pression de la main-d'œuvre musulmane.

## Une Révolution paysanne

Cependant cette situation révolutionnaire est mal connue en France, dans la gauche elle-même, parce qu'elle est essentiellement le fait des masses rurales ou des masses très récemment transplantées dans le bidonville et qu'elle n'est pas encore assumée en 1954 par les partis nationalistes traditionnels. Le C.R.U.A., au contraire, va libérer les énergies de ces masses rurales.

« Comme trente ans auparavant, l'intervention des masses citadines dans la vie politique avait rendu possible le réveil du nationalisme, ce sont aujourd'hui les masses rurales, leurs complicités, leurs cadres populaires, qui permettent à ce nationalisme de gagner un nouvel espace, d'échapper à la règle exclusive de tel ou tel parti pour accéder à une sorte d'unanimité nationale sous l'impulsion du F.L.N. (Mostefa Lacheraf).

L'insurrection en effet prend naissance en Kabylie et dans les Aurès, mettant en mouvement pour la première fois depuis la révolte de 1871 les masses rurales. Le contact est ainsi rétabli entre un mouvement nationaliste, — d'abord implanté dans les villes et l'émigration —, et les régions rurales qui avaient été le centre essentiel de la résistance patriotique à la conquête de 1830 à 1871.

Ainsi se trouvent de nouveau vérifiées en Algérie les conditions de la plupart des grandes luttes nationales des peuples d'Asie et d'Afrique pour leur indépendance.

Ce rôle joué par les masses rurales déroute souvent la gauche française qui est portée parfois à en déduire un caractère traditionnaliste du F.L.N. qu'on oppose à un M.N.A. qui serait plus prolétarisé.

D'autres, comme Guy Mollet, Robert Lacoste ou J. Soustelle accusent le F.L.N. « d'arabisme anti-occidental » et antilaïque. Quant au général De Gaulle, il a tendance à considérer l'insurrection comme une révolte semblable à celle de Kabylie en 1871 dont on triomphe en accordant généreusement le pardon aux « braves » des DJEBELS.

C'est méconnaître la profonde transformation qui s'est opérée avant, et depuis 1954, dans les masses rurales algériennes. Comme l'a écrit Germaine Tillon : « L'Algérie musulmane se trouve au confluent de deux promotions : d'abord une élite intellectuelle qui pour une part déterminante est directement issue du prolétariat, ensuite des centaines de milliers d'hommes nés paysans qui ont reçu la formation vécue de l'Europe. »

Les paysans algériens ont déjà commencé la révolution culturelle nécessaire pour faire entrer l'Algérie dans la civilisation technique. Jusqu'en 1954, cette civilisation était pour eux liée au colonisateur et à l'opresseur. Depuis 1954, prenant conscience d'eux-mêmes et de leurs moyens de révolte, ils n'hésitent pas à évoluer rapidement ; alors qu'avant l'insurrection le garde-forestier est pour eux le symbole même de l'exploitation coloniale, ils réclament aujourd'hui dans les zones tenues par l'A.L.N., que l'on nomme des gardes-forestiers. Tout le changement est rapide et total en ce qui concerne la place de la femme dans la société, et cela est lié aux nécessités même de la lutte.

Telle est la signification réelle des événements du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Paul Thibaud les a ainsi excellemment résumés dans un article consacré au F.L.N. dans « Perspectives socialistes » :

● « Une révolte organisée par les cadres de l'O.S., pour la plupart liés aux paysans. Ces cadres sont le plus souvent issus de la petite bourgeoisie musulmane (sous-officiers, employés de l'administration).

● « Un front national rassemblant toutes les tendances patriotiques algériennes.

● « Une révolution sociale surtout paysanne, qui se déclenche en raison même des méthodes de lutte employées. »

J. VERLHAC

(1) PERSPECTIVES SOCIALISTES (août-septembre) : LA GUERRE DE 7 ANS.

● Deux années d'Algérie algérienne, par L. GUERY. ● Ce qu'est le F.L.N., par Paul THIBAUD. ● Pour une politique des « Français d'Algérie », par G. SERVET. ● L'armée après six ans de guerre, par P. CARPENTIER. ● L'économie algérienne peut-elle être sauvée par le Plan de Constantine, par M. RUNGIS. ● La jeunesse et la guerre d'Algérie, par P. BARBIER. ● La guerre et la gauche, par P. BELLEVILLE.

## ÉLECTIONS

SUCCÈS DU P.S.U.  
EN SEINE-MARITIME...

Notre camarade Louis Demarest a été élu conseiller municipal de Pavilly. Son succès est intervenu à l'issue d'un deuxième tour d'une élection complémentaire, pour deux sièges laissés vacants, dont celui du maire, par suite du départ de la commune de leurs titulaires.

Le scrutin a donné les résultats suivants (inscrits : 2.293 ; votants : 1.575) :

Elus : Mme Vaillant (candidate de droite) : 794 voix,  
Et Louis DEMAREST (PSU),  
767 voix.

Ont obtenu d'autre part :  
Marcel Damamme (PSU) 738  
voix ; M. Beaugrand (droite)  
735 voix.

Le dimanche précédent quatre listes étaient en présence. Avaient obtenu :

● Liste d'Union Sociale et d'Action Municipale : M. Beaugrand, 528 voix ; Mme Vaillant, 565 voix.

● Liste d'action sociale, laïque et démocratique, présentée par le Parti Socialiste Unifié : M. Demarest, 498 voix ; M. Damamme, 455 voix.

● Liste d'Action municipale sociale et républicaine : M. Lemoine, 255 voix ; M. Plumet, 304 voix.

● Liste indépendante pour les intéressés communaux : M. Morisset, 78 voix ; M. Langlois, 64 voix.

Deux listes s'étant par la suite retirées, le second tour prit, comme devait le noter « Paris-Normandie » du ven-

dredi 21 octobre, l'allure d'une compétition Droite - Gauche. L'opinion publique était d'autant plus sensibilisée que le canton de Pavilly a pour conseiller général M. André MARIÉ, maire de la commune voisine de Barentin, dont on connaît les liens avec M. Jacques Soustelle et les prises de position en faveur de l'Algérie Française.

Lors des élections qui se dérouleront voilà deux ans à Pavilly, la liste présentée par le P.S.A. n'avait pu remporter aucun siège en dépit d'un succès fort appréciable : environ 45 % des voix. Il est difficile en effet pour la Gauche de mener un combat politique dans ce pays, où M. André Marie dispose, par ses relations amicales avec le patronat local, de moyens de pression considérables sur la classe ouvrière. Ce qui donne d'autant plus de prix à la victoire PSU de dimanche dernier à Pavilly.

...ET DANS LES  
B.-PYRÉNÉES

Dans le canton d'Arudy, le candidat soutenu par le P.S.U., le P.C. et la S.F.I.O., Georges HOURAA, a obtenu 883 voix, contre 1.154 à un indépendant et 400 à un candidat paysan.

La section P.S.U. avait collé 200 affiches et organisé de nombreuses réunions.

## L'AUDE PRÉSENTE UN CANDIDAT

La Fédération annonce qu'elle présentera un candidat aux élections cantonales de Gignac. Elle informe les militants et les sympathisants que tous les villages du canton seront vi-

sités par des orateurs du parti au cours de la campagne électorale. Les dates de passage dans les différentes agglomérations seront publiées dans un prochain communiqué.

NANCY: GRAND SUCCÈS DE LA MANIFESTATION DE RUE  
« POUR LA PAIX NÉGOCIÉE »

Malgré certains « freinages » venant d'organisations que l'on n'a pas l'habitude de voir dans cette attitude et malgré l'interdiction préfectorale, la manifestation organisée autour des « jeunes », à l'initiative de l'Association générale des Etudiants de Nancy (A.G.E.N.), a eu un succès sans précédent.

Vingt organisations de jeunesse, — comprenant aussi bien l'A.G.E.N., les Eclaireurs de France, les jeunes de la C.G.T., du S.G.E.N., du S.N.I., de la F.E.N., de la Ligue de l'Enseignement que Jeunesse au Plein Air, Tourisme et Travail, l'Union chrétienne des Jeunes gens ainsi que les étudiants et les jeunes du P.C.F., du P.S.U., de la S.F.I.O. —, avaient lancé un appel pour un grand meeting, samedi 22 octobre, au siège de l'A.G.E.N. Ils étaient quelques jours en avance sur les décisions nationales !

Cette initiative des « jeunes » avait reçu « le soutien le plus total » de la Fédération « P.S.U. » qui engageait travailleurs, ouvriers et enseignants à venir s'y associer.

Le meeting, interdit à l'A.G.E.N., s'est tenu à la Maison du Peuple. La moitié des manifestants n'ayant pu trouver place dans la salle, se trouvaient dans la rue. Les orateurs firent acclamer les mots d'ordre : « Pour la Paix négociée », « Contre l'appel à 18 ans », « Contre de nouvelles atteintes aux sursis ».

Le représentant des jeunes du P.S.U. recueillait, aux dires de la presse locale, « les plus vifs et les plus longs suffrages ». « Ce meeting ne doit être qu'un début... Tous et chacun devant le considérer comme un engagement » déclara-t-il aux acclamations de la foule.

Après la dispersion, tout le monde se retrouve place Stanislas, devant l'Hôtel de Ville, « pour le dépôt des motions ». Nos camarades Roubaud et Taron, conseillers municipaux P.S.U., ainsi que les conseillers du P.C.F., reçoivent les délégations.

Mais, vers 17 heures, la manifestation s'échauffe. « Paix en Algérie », « Négociation » sont

à nouveau scandés sans relâche par la foule. La police charge en commençant par ceux qui s'étaient assis sur la place. Après plusieurs « mouvements de foule », les manifestants se regroupent rue Saint-Dizier, au point central, devant le marché : la circulation est bloquée.

La manifestation se termine là où elle avait commencée : place Stanislas.

Nancy s'est réveillé. Il y a bien longtemps que la population n'avait montré d'une manière aussi massive et aussi nette sa volonté d'imposer la paix. Ce n'est qu'un commencement.



L'AFFICHE DU P.S.U.  
8, rue Henner. — 10 NF le cent. — C.C.P. M. Klein - PARIS 44-3535

## DORDOGNE: LA FÉDÉRATION DU P.S.U. ACCUSE...

La Fédération P.S.U. de la Dordogne a édicté sous forme de lettre le tract suivant :

« La preuve est maintenant publique que Robert Lacoste connaissait les assassinats et les tortures commis en Algérie, alors qu'il était responsable.

« Vous savez qu'au cours du procès dit du réseau « Jeanson » qui vient de prendre fin au tribunal militaire du Cherche-Midi, un des accusés avait cité comme témoin M. Paul Teitgen, secrétaire général à la Préfecture d'Alger de 1956 au début-57, et actuellement Maître des Requêtes au Conseil d'Etat. Le témoin tout en se déclarant en désaccord avec les inculpés sur leur conception de la lutte pour la fin de la guerre en Algérie, position qui est également la nôtre, était venu dire qu'il comprenait leur révolte en raison des faits dont il avait eu à connaître à Alger.

« M. Teitgen fit lire par un avocat la lettre qu'il avait adressée le 24 mars 1957 à M. Robert Lacoste, alors ministre-résident. Nous soulignons la date et nous croyons utile de reproduire certains passages de cette lettre. En effet, en 1957, lorsque les tortures étaient dénoncées publiquement, Lacoste — et avec lui Mollet — après avoir essayé de contester en bloc, prétendaient que des « intellectuels fatigués » amplifiaient systématiquement quelques « excès ».

Suivent ici des extraits de la lettre de Paul Teitgen, publiée par « Le Monde » du 1-10-60, page 6.

Ce témoignage est irréfutable, il est la preuve publique que Robert Lacoste, élu S.F.I.O. sur le programme du front républicain à couvert de son autorité les « interrogatoires scandaleux », les « tortu-

## SECTIONS — FÉDÉRATIONS

POUR LE 27 OCTOBRE :

## UNITÉ DANS LES DÉPARTEMENTS

● AISNE. — A St-Quentin, les sections P.S.U., S.F.I.O., P.C.F., Radicaux, la C.G.T., la C.F.T.C. appellent à un rassemblement place du Marché.

● AUBE. — A Troyes, la C.G.T., la C.F.T.C., et la F.E.N. organisent une manifestation et s'adressent aux partis pour leur demander de soutenir cette action.

● CORREZE. — A Brive, appel commun pour une manifestation devant la Mairie lancé par le P.S.U., la S.F.I.O., le P.C.F., les Eclaireurs de France, et le Mouvement de la Paix.

● COTES-DU-NORD. — La C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., le S.N.I. appellent à un meeting, le 27 octobre à 18 heures à St-Brieuc et dans plusieurs villes du département. Le P.S.U., le P.C.F., la S.F.I.O., l'Action travailliste, les Anciens d'Algérie, le Mouvement de la Paix, les J.S.U., les J.C., la Ligue des Droits de l'Homme se joignent à cet appel.

● DROME. — La F.E.N., la C.F.T.C., la C.G.T., F.O., le P.S.U., le P.C.F., la S.F.I.O., la Libre Pensée, la Ligue des Droits de l'Homme, les Amis d'Esprit et de Témoignage Chrétien, le Mouvement de la Paix appellent à une manifestation à Valence.

● EURE. — Les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C., et F.O. de l'Eure, ainsi que la F.E.N., ont lancé un appel commun aux travailleurs pour la Journée du 27 octobre.

● HAUTE-GARONNE. — Une grande manifestation se déroulera à Toulouse le 27 octobre à l'appel du Front syndical (C.G.T., C.F.T.C., C.N.T., C.G.A., Syndicats d'enseignants et A.G. des étudiants) et du Comité de défense des libertés qui groupe les syndicats, le P.S.U. et le P.C.

● GIRONDE. — Un rassemblement et un défilé qui partira du siège de l'Association générale des Etudiants jusqu'à la Préfecture de Bordeaux en pas-

sant par la mairie, seront organisés jeudi 27 octobre. Un appel commun a été lancé par l'U.N.E.F., la C.G.T., la F.E.N. et le S.G.E.N. Le Secrétaire de la C.F.T.C., les représentants du P.S.U. et du P.C. participent à la préparation. Les fédérations S.F.I.O. et radicale ont fait connaître qu'elles soutiendraient la manifestation prévue.

● HERAULT. — Le P.S.U., le P.C.F., la C.G.T., les syndicats d'enseignants et le Mouvement de la Paix ont signé un appel commun pour des manifestations autour des mairies le 27 octobre.

● ILLE-ET-VILAINE. — L'association générale des Etudiants de Rennes, la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I. et le S.G.E.N. appellent à une manifestation le 27 octobre.

● INDRE-ET-LOIRE. — Les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C. et F.O., ainsi que les sections de la F.E.N. et du S.N.I., ont lancé un appel commun pour demander à tous les travailleurs de cesser le travail le 27 octobre à 17 h. 30 et de participer ensuite massivement à un meeting qui aura lieu dans le hall de l'Hôtel de Ville de Tours. Douze organisations dont le P.S.U., le P.C.F., la Fédération des Anciens d'Algérie, la Ligue des Droits de l'Homme, et le Mouvement de la Paix se sont associées à cet appel.

● ISERE. — Manifestation à Grenoble, à l'appel de l'A.G. des Etudiants, de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N., de F.O., du P.S.U., du P.C. et de l'U.D.S.R.

● LOIRE. — Le « Carrefour pour la paix en Algérie » qui groupe les organisations syndicales, sociales et familiales appelle à un arrêt de travail à 11 heures et à des meetings sur les places publiques dans les principales villes du département.

● LOIRE-ATLANTIQUE. — Dans la Loire-Atlantique les Unions Départementales C.G.T. et C.F.T.C. ainsi que la F.E.N. et le S.N.I. appellent les travailleurs à débrayer le 27 octobre et à participer aux manifestations organisées à Nantes et à Saint-Nazaire.

● MAINE-ET-LOIRE. — La C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N., et l'UNEF appellent en commun à la manifestation du 27 octobre à Angers. Le P.S.U., le P.C., la Libre Pensée appuient cette initiative.

● MARNE. — A Reims, l'U.N.E.F., la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., le S.G.E.N., le P.S.U., le P.C., la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, le Mouvement de la Paix, organisent une manifestation le 27 octobre.

— A Châlons, la C.G.T., la F.E.N., le Mouvement de la Paix, la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, le Christianisme social, les J.C., les J.S.U., les Anciens d'Algérie, le P.C.F., le P.S.U., l'U.D.S.R. ap-

pellent à un rassemblement devant la mairie.

— D'autres manifestations sont prévues notamment à Vitry-le-François.

● NORD. — L'action est préparée en commun par l'A.G. des Etudiants de Lille, la F.E.N., l'Union locale C.F.T.C., la C.G.T., la Fédération Postale Autonome, les syndicats nationaux des Instituteurs, de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement technique et du S.G.E.N.

● OISE. — Trois manifestations sont prévues dans l'Oise, à Beauvais, à Creil et à Compiègne. 21 organisations départementales appellent à ces manifestations dont le P.S.U., le P.C.F., la F.E.N., la C.G.T., la C.F.T.C. et F.T.

A Beauvais la S.F.I.O. et le parti radical figurent parmi les signataires.

● PUY-DE-DÔME. — Le Comité de vigilance intersyndical du Puy-de-Dôme qui groupe les Unions départementales C.G.T. et C.F.T.C., les sections départementales du S.N.I. et de la F.E.N., la Confédération générale de l'Agriculture, l'Association générale des Etudiants de Clermont-Ferrand a décidé de tenir un meeting le 27 octobre.

● PYRENEES-ORIENTALES. — Dix-huit organisations parmi lesquelles le P.S.U., le P.C.F., le parti radical, la C.G.T., la C.F.T.C., les syndicats enseignants, la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix ont lancé un appel pour une manifestation à Perpignan sur la place Arago le 27 octobre.

● RHONE. — Trente-cinq organisations parmi lesquelles le P.S.U., le P.C.F., la C.G.T., la C.F.T.C., les syndicats enseignants publient une déclaration commune pour appeler à des manifestations le 27 octobre. A Lyon des rassemblements sont prévus sur quatre places de la ville avant de se rendre place Bellecour où une manifestation centrale est prévue à 18 h. 30.

● HAUTE-SAONE. — Un appel commun est lancé par la F.E.N., la C.G.T., la C.F.T.C., le P.S.U., le P.C. et la Ligue de l'Enseignement.

● SAONE-ET-LOIRE. — Dix-huit organisations invitent la population à manifester le 27 octobre devant l'Hôtel de Ville de Chalon-sur-Saône. Parmi les signataires le P.S.U., le P.C., la C.G.T., les syndicats d'Enseignants.

● SARTHE. — La F.E.N., la C.G.T., le P.S.U., le P.C.F., la S.F.I.O., la F.N.D.I.R.P., l'A.R.A.C. et le Mouvement de la Paix invitent la population du Mans à défilé de la Maison sociale à la place des Jacobins.

● VIENNE. — A Poitiers, dix-sept organisations dont l'A.G. des Etudiants, la C.G.T., la C.F.T.C., F.O., les syndicats enseignants, le P.S.U., le P.C., le Mouvement de la Paix, invitent la population à manifester devant la mairie le 27 octobre.

## MEETINGS ET RÉUNIONS

PARIS  
Les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sections de Paris du P.S.U. organisent une réunion publique sur les thèmes :

Algérie, situation économique en France et situation internationale, avec :  
Gilles Martinet et Daniel Mayer  
le 2 novembre 1960  
à 20 h. 45, Salle de l'Épicerie  
72, rue du Renard, Paris (4<sup>e</sup>)

PANTIN  
28 octobre  
R. VERDIER et  
Ch. HERNU

## CHARENTE-MARITIME

● Jonzac  
5 novembre  
H. PUISAIS

● Royan  
5 novembre  
Ch. HERNU

METZ  
5 novembre  
H. LONGEOT

LOIRE  
PREMIER  
CONGRÈS FEDERAL  
DU P.S.U.

Le Premier Congrès Fédéral du Parti Socialiste Unifié, né le 3 avril 1960 de la fusion du P.S.A., de l'U.G.S. et du groupe Tribune Ouvrière, aura lieu le dimanche 30 octobre à la Salle des Fêtes de Montrond-les-Bains.

Les travaux débuteront à 10 heures précises. Le trésorier fédéral sera à la disposition des trésoriers de section dès 9 heures pour l'attribution des mandats et le règlement des cotisations et reliquat pouvant être dus par les sections.

res » et « les crimes de guerre » dénoncés par M. Paul Teitgen et commis par divers agents de la police et de l'armée au mépris du respect dû à la personne humaine.

Jamais aucun socialiste n'avait avec un tel cynisme mis ses actes en opposition avec la doctrine socialiste.

Il a ainsi sali notre pays, trompé bon nombre d'hommes de gauche qui ne pouvaient croire que de tels actes aient lieu avec un gouvernement à direction S.F.I.O. (sic). Il a par là même, largement contribué à nous amener au 13 mai, à la chute de la République et à la situation plus qu'inquiétante dans laquelle nous sommes en ce moment.

« Il faut que chacun le sache et s'en souvienne : un véritable républicain ne peut ni accepter ni excuser de tels agissements. »

## Deux de nos camarades devant le tribunal militaire

Pour la troisième fois, nos amis Le Dilosquer et Boivin, militants de la Fédération du Finistère, sont renvoyés devant le Tribunal militaire de Rennes.

En novembre 1957, Le Dilosquer et Boivin avaient rédigé et diffusé des tracts dans lesquels ils protestaient contre l'emploi de méthodes de répression inhumaines (représailles collectives, exécutions sommaires, tortures) et contre la continuation d'une guerre « imbécile et sans issue ».

En conclusion, nos camarades affirmaient le droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Ils ne faisaient, en cela, qu'exprimer une opinion non seulement légitime, mais qui est, sans doute, celle de la majorité des Français.

Cependant, une information était ouverte contre eux par un juge d'instruction militaire de Rennes qui les inculpait de participation à une entreprise de démoralisation en vue de nuire à la défense nationale — crime prévu par l'article 76-3° du Code pénal, et puni de réclusion. La Chambre d'Accusation de la Cour de Rennes, par arrêt du 6 novembre 1958, les renvoyait devant le tribunal militaire, sous cette accusation.

Le Dilosquer et Boivin formaient immédiatement un pourvoi. La Cour de Cassation annulait et renvoyait l'affaire devant la première Chambre d'Accusation de Paris. Celle-ci, malgré la motivation très claire de l'arrêt de la Cour de Cassation, décidait de renvoyer une fois de plus devant le tribunal militaire.

Nouveau pourvoi de nos camarades. Nouvelle annulation de la Cour de Cassation qui renvoie l'affaire devant la deuxième Chambre d'Accusation de Paris.

Les magistrats vont-ils enfin comprendre l'appréciation que fait la Haute juridiction de la poursuite engagée contre nos amis ? Non ! La deuxième Chambre d'Accusation, présidée par M. Bonhoure, bien connu pour avoir dirigé les débats du tribunal militaire d'Alger a, pour la troisième fois, renvoyé Le Dilosquer et Boivin devant le tribunal militaire de Rennes.

Nos amis ont formé un troisième pourvoi. L'on se demande avec curiosité quelle est la jurisprudence — celle de la liberté ou du « crime » d'opinion — qui finira par triompher. Ce sera un test.

## ROUEN

### Perquisition chez Hélène Bourgoïn

La police a perquisitionné pendant quatre heures, au domicile d'Hélène Bourgoïn, membre du Comité politique de la Fédération P.S.U. de Seine-Maritime.

Le lendemain, notre camarade a été convoquée à la Préfecture sur commission rogatoire du Parquet de la Seine. Elle se voit reprocher d'avoir signé le « Manifeste des 121 » dont elle avait dit, au cours d'un congrès fédéral, qu'elle ne le considérait pas comme une plateforme de ralliement, mais comme un thème d'alerte et de prise de conscience.

## ANTONY ;

### 200 jeunes pour la paix en Algérie

L'appel de l'Association des Etudiants — et de Comités pour la Paix en Algérie et la Sauvegarde de la Démocratie de la Résidence Universitaire — des Etudiants et des Jeunes Communistes d'Antony — des Etudiants P.S.U., 200 jeunes, avertis une demi-heure avant le début de la manifestation-surprise, ont parcouru la rue Auguste-Mouliné et le marché d'Antony aux cris de « Paix en Algérie », « Unité pour la paix », « A bas la guerre », « Les armes à la ferraille »...

Le but que s'étaient fixé les organisateurs de cette manifestation, cette fois, a été pleinement atteint. En effet, le 7 octobre, 2.000 policiers et C.R.S. avaient empêché les étudiants et les jeunes travailleurs de se retrouver dans la commune pour terminer ensemble les deux manifestations qu'ils avaient entreprises séparément. Dimanche, en revanche, les policiers furent pris de court et la population d'Antony a vu et entendu les jeunes proclamer leur hostilité à la sale guerre.

5.000 tracts ont été distribués pour annoncer la MANIFESTATION NATIONALE DU 27 OCTOBRE et des prises de parole au marché furent accueillies avec enthousiasme.

La manifestation s'est ensuite dirigée vers la mairie où une délégation fut reçue par Georges Suant, maire P.S.U., qui a félicité et assuré les organisateurs de son soutien.

Un communiqué fut remis au maire pour être transmis à qui de droit.

Les jeunes d'Antony ne s'arrêteront pas en si bon chemin...

# DU CHOMAGE CHEZ RENAULT

TROIS MILLE ouvriers de la Régie Renault risquent d'être renvoyés si leur action, celle de leurs camarades et celle de la classe ouvrière tout entière sont insuffisantes. Les syndicats unanimes réclament le passage à la semaine de 42 h. 1/2 au lieu de 45 heures travaillées actuellement, la retraite à 63 ans et la quatrième semaine de congé payé pour résorber le surplus apparent de personnel.

Le fonds de réserve de salaires de la Régie permettrait de compléter la paye. Ainsi, le mauvais moment que passe actuellement Renault pourrait ne léser aucun de ses salariés, et ce serait la solution normale si nous ne vivions pas en régime capitaliste. Au contraire, dans ce régime, la solution « dans la nature des choses » est que toute crise de production ou de sous-consommation retentit d'abord et avant tout sur les salariés.

## LES RAISONS DE LA SITUATION ACTUELLE

Le surplus de main-d'œuvre actuel à la Régie a deux causes essentielles :

● la crise des exportations aux Etats-Unis,

● l'augmentation de la productivité à l'intérieur de la Régie.

La politique de la Régie a été d'exporter le plus possible. En 1959, 272.479 véhicules ont été livrés à l'étranger, soit 55 % de la production.

Ce serait donc injuste de reprocher à la Direction générale cette politique qui, d'ailleurs, est suivie par tous les grands constructeurs européens. Mais, il faut en connaître les risques et être capable de les surmonter autrement qu'en renvoyant des salariés, lorsque les fluctuations des exportations dues à l'incohérence du capitalisme mondial perturbent la marche normale de l'usine.

Il est certain, d'ailleurs, que dans les modalités d'exportation, la Régie a été imprudente. Le marché américain, — le plus fluctueux et le plus dangereux —, avait pris trop d'importance (43 % des exportations totales en 1959), et, lorsque les stocks ont augmenté aux Etats-Unis, la Régie n'a pas pris assez rapidement les mesures nécessaires.

Mais, en définitive, la situation est loin d'être catastrophique : pour les 9 premiers mois de 1960, le marché intérieur français a augmenté de 15 % par rapport à 1959 qui était, il est vrai, une mauvaise année et les exportations dans les autres pays ne cessent de se développer.

Ainsi, la production de la Régie a été de 381.000 véhicules pour les 8 premiers mois de 1960 contre 299.000 pendant la période correspondante de 1959 (soit 27 % d'augmentation) et en septembre 1960, la production a certainement dépassé celle de 1959, malgré une diminution de cadence journalière de 20 % environ par rapport à la cadence maximum atteinte au deuxième trimestre 1960.

DE la sorte, il est notoire que c'est l'augmentation de la productivité, plus rapide que l'augmentation de la production, qui provoque essentiellement le surplus de main-d'œuvre : il faut moins d'heu-



« Si leur action, celle de leurs camarades et celle de la classe ouvrière toute entière... » (Photo Keystone.)

res d'ouvriers en 1960 qu'en 1959 pour produire une voiture. Nous nous en réjouissons pleinement (puisque le progrès économique ne peut, en fin de compte, que résulter de l'augmentation de l'efficacité du travail humain) si, — au lieu de conduire des hommes au chômage —, un tel progrès permettait d'augmenter les biens mis à la disposition de la société et de réduire la durée de travail de l'homme.

La solution prise par la Régie est une solution de facilité et une solution anti-économique qui met en relief les tares du capitalisme et les difficultés rencontrées par les firmes, même nationalisées, pour se conduire autrement que les entreprises privées.

## D'AUTRES SOLUTIONS POSSIBLES

La Régie veut renvoyer brutalement 3.000 personnes, soit 4,5 % de ses 65.000 salariés.

En 1959, sur un chiffre d'affaires de 362 milliards d'anciens francs, les frais de personnel (y compris les charges sociales) s'élevaient à 85 milliards, soit 23,5 % du chiffre d'affaires; les bénéfices bruts (avant amortissements et provisions) étaient de 23 milliards et les bénéfices nets, avant impôts, de 7 milliards.

Or, que gagne la Régie, en année pleine, en renvoyant 3.000 salariés parmi les plus mal payés ? Moins de 3 milliards, soit 0,8 % de son chiffre d'affaires, 15 % de son bénéfice brut, 50 % de son bénéfice net de l'année 1959.

Ce qui est certain, c'est que, gardant ce personnel qu'elle aurait pu employer à d'autres tâches à 50 % au moins, en cherchant des activités de substitution, en arrêtant l'embauche, en encourageant le départ de vieux ouvriers, une situation normale de l'emploi aurait pu être assez rapidement rétablie sans de tels sacrifices financiers et sans que le personnel ait à en souffrir.

## PROBLEMES D'ENSEMBLE

EN FAIT, l'initiative de la Régie Renault va permettre, dans les pires conditions, des attaques contre les nationalisations en Fran-

ce. Les capitalistes et les réactionnaires vont s'indigner, hypocritement, de la mauvaise gestion de la Régie au moment même où la classe ouvrière ne peut qu'être déçue par la politique sociale de la grande entreprise nationalisée.

Enfin, comme la plupart des nationalisations en France l'expérience de la Régie a été une réussite économique incantable malgré un environnement d'entreprises privées qui perturbent continuellement — on le voit manifestement actuellement —, la gestion, mais par contre, l'échec sur le plan social est patent même si des salaires relativement élevés ont pu partiellement cacher cet échec pendant les périodes de prospérité.

Mais il y a plus : l'augmentation de productivité d'une entreprise et d'une nation doit profiter au personnel de cette entreprise et à l'ensemble de la nation.

Or, pour nous, l'amélioration des conditions de vie ne peut se résumer simplement en une augmentation du niveau de vie, d'ailleurs pratiquement nulle ces dernières années, mais comprend aussi une amélioration des conditions de travail et une réduction de la semaine de travail.

Dans une situation économique et politique donnée, ces trois formes d'amélioration des conditions de vie entrent effectivement en concurrence et des choix démocratiques devraient être faits en pleine connaissance de cause. Il est cependant évident que la mesure antiéconomique par excellence est le rejet dans le chômage d'une partie de la population en âge de travailler, tandis que la diminution de la semaine de travail est un but socialement souhaitable.

Sans même se prononcer sur une réduction générale de la semaine de travail, il est manifeste que cette réduction s'impose dans des cas particuliers : Il faut dire que dans certaines professions, particulièrement pénibles, telle celle du mineur, le scandale n'est pas de voir s'introduire un jour de congé supplémentaire par semaine, mais que, en plein XX<sup>e</sup> siècle, avec des moyens mécanisés énormes, les charbonnages aient imposé à leur personnel une semaine de 47 heures avec repos le samedi après-midi et le dimanche uniquement, et que la journée supplémentaire de congé ne leur soit pas payée.

Les gains de productivité devraient, par priorité, permettre la diminution des heures de travail pour les travaux durs, fatiguants et dangereux. S'ils peuvent conduire parfois à un reclassement de la main-d'œuvre, ils ne devraient jamais provoquer de chômage ni de modifications trop complètes ni trop pénibles des habitudes de vie des intéressés.

Ce ne sont pas les gains de productivité qu'il faut condamner, ce ne sont pas les reconversions d'industries — comme celle des chantiers navals et peut-être, un jour, de l'industrie automobile qui voit s'approcher une crise mondiale —, qu'il faut refuser, mais les conséquences qu'une mauvaise organisation économique nationale entraîne obligatoirement.

Le problème de la Régie Renault dépasse le cadre de cette entreprise et pose le problème de la planification économique et du socialisme. En luttant pour conserver le plein emploi à la Régie, les syndicats posent indirectement le problème du régime et c'est pourquoi la lutte sera difficile.

G. DUCAROY.

## F.O. - C.F.T.C. Billancourt ou "les mensonges de l'Aurore"

Il semble que L'Aurore — le journal de M. Boussac — ne soit pas très bien informé. A moins qu'il manque — ce qui est dans les choses possibles — totalement d'objectivité. F.O. et C.F.T.C. lui ont répondu par ce communiqué :

Les syndicats C.F.T.C. et F.O. de la Régie Renault, après avoir pris connaissance de la presse quotidienne du matin, tiennent à dénoncer la mauvaise foi évidente du journal L'Aurore, si aveuglé par sa passion partisane qu'il en oublie la plus élémentaire objectivité. Cette conception particulière de l'information nous donne l'occasion de faire la mise au point suivante :

1. — Le mot d'ordre de « Paix en Algérie » figurant sur une banderole du cortège n'est pas le fait des communistes, mais celui des trois organisations syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O., comme en témoigne le texte de l'appel commun distribué le matin dans l'établissement de Billancourt ;

2. — Les travailleurs de toutes opinions qui ont participé au mouvement ont d'ailleurs largement approuvé ce mot d'ordre en le scandant généreusement ;

3. — Réclamer la paix en Algérie n'est pas, comme l'écrit L'Aurore, soutenir la cause du F.L.N., mais celle des peuples français et algériens ;

4. — La C.G.T. n'a absolument pas tenté de provoquer un débrayage de caractère politique ; il s'agit là d'une information volontairement mensongère ;

5. — Seul un meeting était annoncé par une organisation non syndicale hier midi et prévu avant les événements de ces derniers jours. Ce meeting a été annulé, vraisemblablement pour ne pas créer la dispersion, et cela sans intervention des organisations syndicales ;

6. — Les syndicats C.F.T.C. et F.O. Renault ont été parmi les premiers à adhérer à un appel de l'U.N.E.F. pour une manifestation nationale en faveur de la solution du problème algérien. Ils n'hésiteront pas à appeler les travailleurs à participer massivement aux manifestations prévues pour le 27 octobre.

# Jules Roy et la guerre d'Algérie :

## UN GUERRIER PROPRE ET UNE SALE GUERRE



« Le silence,  
cette complicité. »

(Photo Aguiraud)

Une nouvelle voix s'est élevée contre la sale guerre; une voix qui devrait assourdir notre peuple, si nos princes ne consacraient pas tant d'efforts à traquer une vérité mortelle pour leur pouvoir mal acquis. Cette voix, c'est celle de Jules ROY, né en Algérie, colonel d'aviation, titulaire de la Croix de Guerre et de six citations conquises de 1940 à 1944 dans les escadrilles de bombardiers français rattachés à la R.A.F.

Ces titres auraient dû suffire à détourner de lui le flot de calomnies que Radio-Terrenoire

et la presse aux ordres déversent sur tous ceux qui s'attaquent au cancer algérien. Jules Roy n'est pas un « cher professeur » ni un « intellectuel inverti ». L'arsenal des injures traditionnelles est inutilisable contre lui. Par sa naissance et son enfance il est lié aux Français d'Algérie, par toute sa vie, à l'Armée : aussi les chacals de l'extrême droite se sentent trahis et hurlent leur rage. Il faut donc que cette voix les gêne beaucoup, tant ils font de vacarme pour l'étouffer. Il faut que ce livre soit bien dangereux, tant ils remuent de boue pour l'en-sevelir.

**P**OURTANT ceux qui chercheraient dans « La Guerre d'Algérie » des révélations bouleversantes sur la tragédie algérienne ou des charges féroces contre ceux qui empêchent le rideau de tomber sur elle, des analyses économiques originales ou des propositions de solution nouvelles; ceux-là seraient déçus. Rien dans le livre de Jules Roy que nous n'ayons déjà entendu, lu ou soupçonné. Rien qui puisse vraiment nous surprendre si nous avons gardé les yeux ouverts depuis le début de la tuerie, et c'est précisément ce qui fait sa valeur. Il se présente comme un journal de voyage.

Il ne cède rien au goût parfois morbide du sensationnel, rien à l'éloquence, rien à l'abstraction. Il se borne à nous rappeler le visage quotidien de cette guerre où l'horreur elle-même est terne et médiocre, où la torture est l'œuvre de fonctionnaires méticuleux et paperassiers, où la famine fait partie du paysage. C'est un homme simple et rude qui nous parle, avec ses affections, ses tristesses, ses colères, ses déchirements surtout. Déjà nous avions aimé dans « La Vallée Heureuse » l'image de ce guerrier en qui la guerre n'avait pas tué l'homme et qui ne voyait pas dans tout civil un animal à dresser ou à tuer ni dans tout paysage un champ de manœuvres.

Nous avons aimé ce semeur de mort qui avait gardé le respect de la vie. Cet homme que rien, si ce n'est la passion des hommes et de la vérité, ne préparait à combattre avec nous — car, qu'il le veuille ou non il combat avec nous — a rencontré les évidences sanglantes de l'Algérie d'aujourd'hui; il a su aussitôt que le silence serait complicité, et il parle, avec cet accent de sincérité, douloureuse insupportable à ceux qui ne vivent que dans le mensonge et pour le mensonge.

D'où le concert d'insultes qui se déchaîne contre lui, d'où l'urgence pour nous de l'écouter et de le faire entendre.

Nous ne suivrons pas, ici, Jules Roy dans son itinéraire algérien : c'est avec lui qu'il faut faire ce chemin, et ce compte rendu ne saurait dispenser de la lecture de « La Guerre d'Algérie ». Lire un tel livre est une nécessité politique et un devoir moral. Contre la gigantesque mystification montée par le parti de la guerre, il est aujourd'hui peu d'armes plus efficaces que ce témoignage d'un soldat très éloigné des passions politiques qui raconte ce qu'il a vu en Algérie au début de l'été 1960. Le projet de Jules Roy n'était pas de dénoncer méthodiquement les mensonges dont nous sommes abreuvés, mais bien plutôt de crier sa souffrance et sa colère. Les vérités qu'il dévoile comme en passant n'en ont que plus de force, et ce sont elles que nous voudrions souligner ici.

**A**INSI nous avons entendu dire que les cas de torture signalés par la « presse de trahison » n'étaient que des excès immédiatement sanctionnés, qu'il était diffamatoire, en tout cas, de présenter la torture comme un système généralisé. En ce qui concerne les sanctions, nous savons déjà qu'elles consistent en une promotion de la Légion d'Honneur; sur le second point laissons parler Jules Roy :

« On me désigna discrètement une villa isolée, que les D.O.P. (1) venaient de quitter pour s'installer ailleurs. Les D.O.P. ? : J'en entendais parler une fois de plus alors qu'en France où l'on ignore tout d'elles, le mot n'évoque qu'une marque de shampoing. En Indochine j'avais par hasard mis le pied sur leur activité; elle n'avait pas encore de nom, comme ces dossiers où l'on cache les secrets de famille. Ici on prononçait son nom à voix basse. Il s'agissait de l'organisation chargée d'extraire des renseignements par la menace et la torture. Mille témoins pourraient déposer contre elle s'il le fallait. (p. 126) ». Nous attendons maintenant que M. Messmer démente, preuves à l'appui, l'existence de cette organisation spécialisée.

Nous avons aussi entendu parler du « Plan des mille villages », autrement dit des regroupements grâce auxquels un million d'Algériens mènent une existence idyllique à l'ombre des baïonnettes françaises. Voici ce qu'il en est :

« Sur le bureau du maire, je copiais la liste du ravitaillement qui peut être acheté par mois pour une famille de 4 personnes où il n'y a plus de boutiques et où tout approvisionnement vient de l'administration : 4 boîtes de lait par enfant, 2 kg de sucre, 1 kg de viande de conserve, 2 boîtes de sardines ou de thon, 7 kgs de semoule par personne, 4kgs de pommes de terre, 4 kgs de pois chiches ou de haricots, 30 kgs de pain, 4 litres d'huile, 250 grs de thé vert, 3 kgs de dattes ou de figues.

— Vous touchez cela régulièrement ? — Parfois. Je me souviens de l'homme d'Alger qui croyait à la liberté des votes quand l'Administration, (si bien-

veillante soit-elle), détient les cartes d'approvisionnement et les rations. Il y avait autrefois 3.000 habitants dans le village; il y en a maintenant 15.000, car une dizaine de villages ont été regroupés sur celui-ci... En sortir ? A l'entrée du village, il y a une garnison, des barbelés, une sentinelle en armes et des chicanes. Et pour aller où ? La terre est brûlée. Quelques oignons poussent dans les fonds d'oued » (p. 97).

**E**T la population musulmane ? Est-elle toute entière pour la paix française et l'intégration ? :

« Il n'est pas une famille de Toudja qui ne soit divisée et ne se voie dans l'obligation de composer avec le F.L.N. et l'armée française; pas une famille qui n'ait eu au moins un mort dû à la répression et n'ait besoin des secours ou de la neutralité de l'autorité (p. 73)... Il n'est pas une famille musulmane populaire qui n'ait eu à se plaindre de la France, il en est beaucoup qui souffrent de la rébellion. Ne sachant plus que faire ni que dire, les musulmans se taisent et n'agissent plus car ils n'ont pas de liberté. La France les surveille et les moyens de coercition du F.L.N. sont terribles. Le manque de confiance est total et réciproque. Les progrès de la pacification sont dérisoires. Si le F.L.N. a retiré ses troupes de certaines régions, il y maintient son contrôle, veille et menace (p. 155). Vous cherchez à vous faire aimer des Arabes et vous ne comprenez pas pourquoi ils se montrent si réservés. C'est qu'ils se souviennent des capitaines qui sont passés dans leurs villages avant vous et qui défendaient l'Occident avec un cœur pur et du sang plein les bottes. Ou des avions qui ont cassé leur maison (p. 147) ».

La révolution algérienne est l'œuvre de l'étranger, ou d'une poignée de blousons noirs, comme ont osé le dire des responsables fascistes d'Alger ? Voici les réflexions qu'inspire à Jules Roy une visite dans la Casbah : « C'est là seulement que les mots qui ont engendré la révolte prennent leur sens et leur poids et c'est là seulement qu'on peut les entendre : Pourquoi nous refusait-on d'appartenir à la fois au monde arabe et au monde occidental ? Pourquoi exigeait-on que nous n'ayons que des salaires dégradés et une condition d'être voués au mépris ? » (p. 50). Il n'y a pas de nation algérienne ? « Nous avons fait, ou nous sommes en train de faire la patrie algérienne contre nous, de souder contre nous cette mosaïque de peuples qui se détestaient, se jalousaient et s'égorgeaient les uns les autres. Un Mozabite, s'il est poursuivi par la police française trouve maintenant aide et protection chez les Kabyles » (p. 182).

**A**INSI Jules Roy décrit comme nous le conflit et ses causes; parmi celles-ci il en est une que nous n'avons que trop passée sous silence et qu'il éclaire d'un jour cru. « Cherchez à qui le crime profite », dit le vieil adage policier, et Jules

Roy répond : Une partie de l'armée, et une partie des Européens. Une partie, car il faut distinguer ceux qui profitent et ceux qui sont mystifiés par les profiteurs. Nombre de petits colons pensent sans doute au fond d'eux mêmes, comme le frère de Jules Roy : « S'il ne s'agissait que de nous, je t'assure qu'on arrangerait avec les autres ». Mais il y a aussi « les colons de Gambetta », les gros : « Pour tourner les lois sociales et ne pas payer de cotisations, on n'embauche les ouvriers que pour quatre jours puis on les met à la porte. Voilà le moyen de se débrouiller, disent les employeurs. Quand ils prennent des équipes pour faire des chemins et casser la caillasse, ils vont contrôler la reprise du travail à deux heures de l'après-midi en plein été et rentrent avec un gros rire se mettre au frais : « Vous feriez ça pour 256 francs par jour, vous ?... » Enfin leur loyalisme envers la mère patrie ne dépasse pas les limites ordinaires. Pour sauver les récoltes ils ont versé et versent toujours l'impôt au F.L.N. comme ailleurs, bien qu'ils aient tous été, (sauf les musulmans), indemnisés pour les troupeaux perdus, les bêtes tuées ou le matériel agricole détruit » (p. 121).

Et qui profite encore ? Officiers des bureaux, et puissances capitalistes : « Vive l'armée qui se bat contre des pouilleux sans avions, sans chars et sans canons. Pour nous qui ne percevons pas, comme les colonels d'Alger, des indemnités de risque au cours de la dernière guerre, sa fin nous a comblés de joie car nous étions fatigués de recevoir des obus sur la figure ou d'être descendus en flammes... En ce temps là chez nous la guerre ne faisait pas la fortune des compagnies aériennes et des industries qui travaillent pour la défense nationale. Tout le monde était d'accord pour l'arrêter ». (p. 147). Il était temps de dire clairement que les fortunes se bâtissent sur le sana et les ruines, il était temps d'appeler un chat un chat et la guerre d'Algérie une sale guerre.

**L** faudrait citer tout le livre... Bien sûr il ne faut pas demander à Jules Roy de nous indiquer avec précision « sa » solution, de nous montrer par quelle stratégie nous pourrions mettre les masses en mouvement; il n'est ni un juriste ni un homme politique. Peut-être est-il également dupe de l'optimisme officiel quant à la situation militaire ? Les récents combats des Aurès montrent que tous les bataillons rebelles ne sont pas dispersés, et nous aurions des surprises si l'armée annonçait les chiffres exacts des pertes françaises. Ces réserves nécessaires importent peu cependant. S'il est vrai, comme l'a dit Trotzky, que « la vérité est toujours révolutionnaire », alors lisons et faisons lire le livre de Jules Roy : c'est une des armes les plus efficaces parmi celles qui nous sont offertes aujourd'hui.

Emmanuel TERRAY



Des villages baïonnés, les terres brûlées, la faim fait partie du paysage..

(Photo Yann Le Masson)

(1) Détachement opérationnel de police spécialiste (Service psychologique et renseignement).